

MAL LOGEMENT

Dernière mise à jour : 09-02-2013

Mal Logement : Pas de solution sans lutter contre la précarité de l'emploi et pour de meilleurs revenus !

Les difficultés des Français à se loger vont croissant et la crise du logement hante pour chacun d'entre nous les angoisses de déclassement .

Ainsi, le 18ème rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre sur le mal-logement en France fait l'état consternant de 3,6 millions de personnes très mal-logées ou sans abri

113 000 expulsions ordonnées par la justice, 3 personnes sur 4 au final sans prise en charge par le Samu Social (115) ; des demandes d'hébergement touchant désormais les territoires ruraux : Voilà le triste record, s'aggravant d'année en année, sans réelle perspective de changement à défaut d'avoir la volonté de promouvoir une autre répartition des richesses qui soit en rupture avec les politiques actuelles d'austérité ou dites de « compétitivité »

Le rapport le confirme, le travail n'immunise plus contre les difficultés du logement, la pauvreté, l'exclusion. Cette situation s'inscrit dans la crise économique et sociale. De plus en plus de jeunes, de retraités, de ménages y compris la « classe moyenne » sont en difficulté pour accéder à un logement, pour s'y maintenir ou pour en changer en cours de leur vie.

Pour la CGT, la pauvreté est la résultante des stratégies patronales visant à ériger la précarité en norme sociale. C'est pourquoi la CGT engage résolument une mobilisation pour contrer les aspects dangereux de l'accord signé le 11 janvier dont ceux précarisant encore plus l'emploi.

Seul le droit à un emploi de qualité, bien rémunéré, l'accès à l'éducation, à la formation tout au long de la vie, peut participer d'une société juste et démocratique, sécurisant ainsi le droit au logement pour Tous.

82 % de nos concitoyens, selon un sondage de l'Ifop pour Acteur publics, jugent inefficace la politique conduite en matière de logement. Construire des logements sociaux ; Lutter contre le logement cher ; Réquisitionner les logements vides ; Augmenter les moyens d'hébergement ; Favoriser l'accès au logement autonome des jeunes sont tout autant des réponses à la crise qu'une urgence.

La CGT entend intensifier ses initiatives pour que des moyens financiers et humains soient dégagés afin d'engager des politiques publiques ambitieuses. Pour ce faire, nous participerons et appelons à participer aux côtés d'autres organisations syndicales, d'associations de mal-logés, d'associations de défense des locataires, mouvements d'éducation populaire, …, aux manifestations du samedi 16 mars 2013 pour gagner l'arrêt des expulsions locatives, la baisse des loyers et la lutte contre la précarité énergétique, un logement stable et décent pour tous.